

**DÉPARTEMENT DE LA SOMME**  
**CONSEIL DÉPARTEMENTAL**  
**ARCHIVES DÉPARTEMENTALES**

# **FONDS DU PÔLE LOGEMENT HABITAT**

---

Application du droit au logement  
(1988-2017)

**Répertoire numérique détaillé**

**178 W**

établi par  
Inès Guérin, attaché administratif

sous le contrôle scientifique et technique de  
Elise Bourgeois, Conservatrice en chef du Patrimoine, directrice adjointe

*Amiens, 2020*

# SOMMAIRE

---

**Introduction** page 3

*Présentation du versement*

*Communicabilité*

**Sources complémentaires** page 5

*Bibliographie*

*Archives*

**Répertoire numérique détaillé** page 7

# INTRODUCTION

---

## Présentation du versement

Le versement 178 W a été réalisé le 28 novembre 2018 par le Pôle Habitat Logement de la Direction de la Cohésion Sociale et de l'Insertion du Conseil départemental de la Somme.

Ce versement comprend 17 articles et représente 1,15 mètre linéaire. Les documents constituant ce fonds mettent en lumière l'élaboration et l'évolution de la politique nationale d'insertion des populations défavorisées par le droit au logement et sa mise en œuvre sur le département de la Somme de 1991 à 2017.

## Présentation du service

Le pôle Habitat Logement revêt plusieurs missions :

- Accompagner et aider financièrement les ménages en difficulté à accéder ou à se maintenir dans leur logement en raison de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence,
- Lutter contre les expulsions, l'habitat dégradé et la précarité énergétique,
- Produire des logements adaptés, faciliter l'accès au logement et à l'hébergement (en cas d'urgence).

### *Historique du service :*

En 1992, le service du logement social dépend de la Direction des Interventions Sociales.

De 1997 à 2002, il devient Service des aides exceptionnelles et du logement social à la Direction de l'Insertion. Situé Port d'Aval à Amiens, il a pour chef de service Mme Marie-Josèphe Quénot.

De 2002 à 2006, le service du logement social, désormais situé à la Maison du Logement sur le Boulevard Maignan-Larivière à Amiens, dépend de la Direction des Actions d'Insertion et est toujours dirigé par Marie-Josèphe Quénot jusqu'en 2005 puis par Marilyse Delalleau de 2006 à 2013.

De 2006 à 2010, le service change encore d'intitulé et devient la Mission logement de la Direction du pôle Famille et Insertion.

De 2010 à 2014, il est appelé service logement et dépend de la Direction Insertion Logement. En juillet 2011, il rejoint le CAD (Centre Administratif Départemental) situé Boulevard du Port à Amiens.

D'avril 2014 à juin 2018, le pôle logement de la Direction de la Cohésion Sociale et du Logement est dirigé par Alban Lachiver. Il fusionne avec le service habitat de l'ancienne Direction de l'Habitat et de l'Urbanisme en février 2016 pour devenir pôle logement habitat et a pour chef de service Anne Gaudet depuis juillet 2018.

## Intérêt historique

La loi s'applique sur le territoire par le biais de plusieurs plans successifs : le PDALPD (Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées) en 1991, 2004 et 2009 puis le PDALHPD (Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées) en 2015, le Fonds de Solidarité Logement (FSL) étant l'outil financier de ces plans.

Ces plans constituent la mise en application sur les territoires de la loi n°77-1 du 3 janvier 1977 instituée par Raymond Barre réformant le financement du logement, marquant ainsi la fin d'un système basé essentiellement sur l'aide à la pierre. Cette loi donne naissance à l'Aide Personnalisée au Logement (APL) et au Prêt Locatif Aidé (PLA).

Le logement, depuis la Seconde Guerre mondiale, fait l'objet d'une attention toute particulière de l'État et par voie de décentralisation, des collectivités territoriales. Ce fonds met en avant l'évolution législative constante autour du logement et de l'habitat, s'adaptant ainsi aux besoins de plus en plus importants de la population.

## **Communicabilité**

Il convient de rappeler qu'aux termes du Code du Patrimoine, les archives publiques sont communicables de plein droit, sauf application de délais spéciaux. Certains documents de ce versement contenant des informations relatives à la protection de la vie privée sont soumis à un délai de communicabilité de cinquante ans à compter de la date du document le plus récent inclus dans le dossier.

**La communicabilité des liasses de ce versement est donc  
immédiate ou portée à 50 ans pour la cote 178W13 uniquement.**

# SOURCES COMPLÉMENTAIRES

---

## Bibliographie

EFFOSSE, S. *L'invention du logement aidé en France. L'immobilier au temps des Trente Glorieuses.* - Paris : Comité pour l'histoire économique et financière, 2003. [8°3786]

*L'habitat du département de la Somme : aide au logement. Location. Rénovation. Accession à la propriété. Financement.* - Trappes : Éditions UFAP, 1972. [BR4481]

Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme 1944-1954. *Une politique du logement.* - Paris : Institut français d'architecture, [1995]. [8°2865]

## Sitographie

[https://www.persee.fr/doc/receo\\_0338-0599\\_1988\\_num\\_19\\_1\\_1346](https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_1988_num_19_1_1346)  
site consulté le 15/12/2020

## Archives

### Archives départementales de la Somme

#### **SERVICE DU FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT ET DES AIDES EXCEPTIONNELLES**

- |                     |   |           |
|---------------------|---|-----------|
| 1440 W              | Procès-verbaux d'impayés de loyers ; dossiers de candidatures pour l'accès à la propriété, d'aides à l'installation ; contrats de prêts ; remboursement et récupération de cautions ; annulations des garanties du FSL ; revenu minimum, plan départemental, commissions locales, aides exceptionnelles et emplois locaux d'insertion ; dossiers sans suite ; correspondance du service ; documentation informatique des applications de gestion des aides. | 1992-2002 |
| 1502 W <sup>1</sup> | Arrêtés du Président du Conseil Général.  | 2002-2003 |

#### **Direction de la cohésion sociale et du logement (ancienne direction de l'Insertion)**

- |        |  |           |
|--------|--|-----------|
| 1444 W | Structuration et personnel de la Direction de l'Insertion ; chronos du directeur ; dossiers préparatoires des budgets ; dossiers présentés aux commissions permanentes du Conseil Général ; actions de | 1977-2002 |
|--------|--|-----------|

---

<sup>1</sup> Totalité du versement éliminée en septembre 2014. Les arrêtés pris par le Conseil départemental peuvent se retrouver, de manière exhaustive et chronologique, dans le versement 9 PO.

communication ; relations avec les partenaires professionnels ; couverture des sinistres des inondations ; service social départemental ; actions en faveur de l'action sociale, du logement et de l'insertion ; relation avec les associations d'insertion et d'aide au logement ; groupes de travail de la Direction de l'Insertion.

1446 W Associations diverses ; mise en œuvre de la carte santé, aide et projets pour l'insertion des bénéficiaires ; dispositif d'accès à l'emploi au logement social ; budget et action sociale de la Direction. 1982-2003

## **HABITAT ET URBANISME DURABLES**

### **Service du logement**

1091 W Aide départementale à la construction : réunions, rejets. 1980-1984

1165 W Aide à la construction : dossiers de demande, rejets ; dossiers de réunions ; arrêtés de paiement de l'aide départementale à la construction ; statistiques. 1966-1987

1269 W Subvention départementale à l'amélioration sanitaire de l'habitat (S.D.A.S.H.) : procès-verbaux et arrêtés des commissions et du bureau ; rétribution et financement du comité départemental d'habitat rural (C.D.H.R.) ; subventions départementales, paiements à l'office pour l'amélioration de l'habitat ; logements communaux ; aménagement des communes rurales ; programme départemental de plantations. 1979-1990

1301 W Aide départementale à la construction : délibérations, subventions, remboursements. 1972-1988

1312 W Subvention départementale à l'amélioration sanitaire de l'habitat (S.D.A.S.H.) ; dossiers "façades", dossiers communaux ; plans d'occupation du sol. 1984-1993

1336 W Subvention départementale à l'amélioration sanitaire de l'habitat, (S.D.A.S.H.) : dossiers et rapports ; façades ; logements communaux ; programme "charte du cadre de vie" ; aide à la construction de logements sociaux ; Office public pour l'amélioration de l'habitat. 1980-1991

### **Office départemental d'habitations à bon marché et à loyer modéré**

961 W Commission départementale : budget, programmes ; comité de patronage, jardins ouvriers : élections, concours ; relations avec la ville d'Amiens. 1940-1953

### **Service du logement : Comité départemental des habitations à loyer modéré**

1164 W Constitution, arrêtés, procès-verbaux, textes, subventions, dérogations. 1951-1984

1302 W Procès-verbaux de réunions, comptabilité. 1956-1983

## Répertoire numérique détaillé

---

### MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS POUR LE LOGEMENT DES POPULATIONS.

178 W 1-3	Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, élaboration et mise en œuvre.	1989-2014
178 W 1	Législation <sup>2</sup> , marché, étude réalisée par le CRESGE (Centre des Recherches Économiques Sociologiques de GEstion), document cadre.	1989-1991
178 W 2	Loi n°98-657 du 29 juillet 1998 « Lutte contre les exclusions », convention entre l'État, le Conseil Général et le cabinet ACADIE pour une étude sur l'état d'avancement du PDALPD de 1991, rapport final du cabinet ACADIE, décret n°99-897 du 22 octobre 1999 relatif aux PDALPD et aux FSL (Fonds de Solidarité Logement) ; Élaboration d'un nouveau PDALPD : document préparatoire, convention 2004, document cadre (2004-2006) <sup>3</sup> .	1998-2007
178 W 3	Réécriture du nouveau PDALPD 2009-2013, assistance à maîtrise d'ouvrage suite au décret n°2007-1688 du 29 novembre 2007 : note au président du Conseil général, convention de subvention État / Conseil général, convention de subvention Conseil général / CURAPP <sup>4</sup> , marché d'études du CURAPP, rapport méthodologique ; Mise en œuvre : guide Départemental des Actions Logement, guide de procédure, formulaires de saisine des actions, arrêté fixant la mise en place d'un Comité Responsable, arrêté portant sur la création et composition d'instances locales pour la mise en œuvre sur les territoires des actions du PDALPD, installation et assemblée plénière de l'instance locale sur le territoire Picardie Maritime, arrêté portant sur la création et la composition de la	2008-2014

---

<sup>2</sup> Loi n°89462 du 6 juillet 1989 art 1 « Le Droit au Logement », Loi n°90-449 du 31 mai 1990 art 1 dite Loi Besson « Mise en œuvre du Droit au Logement ».

<sup>3</sup> Prorogé jusque 2007, obsolète en 2008.

<sup>4</sup> CURAPP : Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique Épistémologie et Sciences Sociales.

CCAPEX<sup>5</sup>, arrêté d'intégration du PDAHI au PDALPD = PDALHPD<sup>6</sup>.

178 W 4-14	Fonds de Solidarité Logement (FSL), élaboration et mise en œuvre.		1990-2017
178 W 4	Définition et réalisation : étude de présentation de la politique du logement social pour la Somme, convention entre le Département et les partenaires du FSL, règlement intérieur ; Plan PERISSOL (programme exceptionnel de logements d'extrême urgence) : texte de référence, programme et convention (1995-1996).		1990-2005
178 W 5	Règlement intérieur, guide du Logement.		1998-2017
178 W 6	Comité directeur : rapport, bilan quantitatif, correspondance.		1991 -2004
178 W 7	Instance de décision : compte-rendu groupe de réflexion, rapport, correspondance.		1992-2000
178 W 8	Comité de pilotage : compte-rendu groupe de réflexion, correspondance, rapport, bilan financier, convention.		2002-2003
178 W 9	Comité Départemental Logement Social : ordre du jour, compte-rendu de réunion, support de communication, rapport du commissaire aux comptes, bilan financier, budget prévisionnel.		2008-2017
178 W 10-11	Bilan financier.		1992-2015
	10	1992-1999	
	11	2000-2015.	
178 W 12	Rapport d'activité et statistiques.		1992-2010
178 W 13	Dispositifs traités au FSL (accès-maintien, ASLL (accompagnement lié au logement), eau-énergie, expulsion, garantie aux impayés de loyer : dossiers		1993-2010

<sup>5</sup> CCAPEX : Commission de Coordination des Actions de la Prévention des Expulsions.

<sup>6</sup> Plan départemental d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion.



	individuels (spécimen).	
178 W 14	Dossier CASAA (partenaire ASLL) : convention (1995-2001), litige avec le Département (2006-2009).	1995-2009
178 W 15-17	Fonds d'Aide aux Accédants en Difficulté (FAAD), élaboration et mise en œuvre.	
178 W 15	Législation et mise en place du dispositif : compte-rendu de réunion, texte de loi, correspondance, note de service, document cadre.	1988- 1991
178 W 16	Gestion du dispositif par le Département, fonctionnement : correspondance.	1988- 1991
178 W 17	Règlement intérieur, convention, procès-verbal de la commission (1994-2008) ; Dossier type entre accédants en difficulté et la Société Immobilière CARPI (1993-1994).	1993-2008